

La nécessité du changement

► *Entretien avec...*

Bertrand Besancenot *

* **Bertrand Besancenot**

est diplomate, ancien ambassadeur de France en Arabie saoudite¹.

Questions internationales – *Des changements considérables sont actuellement en cours et en gestation en Arabie saoudite. Pourquoi maintenant ?*

Bertrand Besancenot – Il existe à mon avis deux raisons principales à ces changements actuels. Tout d’abord, ils sont dictés par la nécessité. Depuis 2015 et la chute des cours du pétrole brut, l’Arabie saoudite est confrontée à un problème budgétaire. Avec des revenus divisés par deux, le royaume ne peut faire autrement que de revoir ses choix économiques. Dit autrement, nécessité fait loi. D’où le recours à un certain nombre de consultants (essentiellement occidentaux) pour tenter de définir un nouveau modèle socio-économique qui permette au royaume de vivre avec un prix du pétrole qui soit durablement bas. D’où également le plan *Vision 2030* rendu public en avril 2016 et dont on attend encore les modalités concrètes de mise en œuvre.

La chute des cours du brut a coïncidé avec l’arrivée au pouvoir du roi Salmane qui, ayant été pendant cinquante ans le gouverneur de Riyad, s’est bâti la réputation d’être un bon gestionnaire. Le pouvoir a donc la volonté de s’adapter aux réalités du moment. Il entend définir un nouveau modèle économique et social susceptible de durer et qui permette au pays de réduire sa dépendance au pétrole, de diversifier son économie et de trouver de nouvelles recettes budgétaires.

Le changement générationnel constitue l’autre principale raison des profondes évolu-

tions actuelles. Le roi Salmane, qui fut naguère une personnalité très forte, a transmis du fait de son âge, la gestion des affaires à son fils préféré, Mohammed. Mohammed ben Salmane (dit MBS) cumule dorénavant le titre de prince héritier et les plus hautes fonctions, dont celles de ministre de la Défense et *de facto* de ministre des Affaires étrangères. Il est également le responsable des réformes économiques. Le fait que MBS ait accaparé à peu près tous les pouvoirs n’est d’ailleurs pas sans causer un certain nombre de difficultés, notamment au sein de la famille régnante. Nous y reviendrons.

Mohammed ben Salmane est un homme de 32 ans, entouré de jeunes diplômés saoudiens qui sont passés par la compagnie pétrolière nationale Aramco, et avant cela par les universités américaines. Avec cette nouvelle équipe, le modèle saoudien traditionnel, qui reposait sur la règle du consensus au sein de la famille royale, semble abandonné au profit d’un système de concentration très forte du pouvoir. Certains observateurs de la vie politique du royaume évoquent même déjà la mise en place d’une forme de despotisme éclairé.

Sur le fond, peu de Saoudiens contestent les grandes orientations de bon sens que le prince héritier a prises : normaliser la gestion du pays, mettre un terme à une gabegie importante, à des subventions dans tous les domaines qui génèrent d’innombrables et coûteuses pertes en énergie et en ressources.

L’État saoudien ne disposant plus des mêmes moyens financiers que naguère, il entend passer le relais au secteur privé pour reprendre l’initiative, notamment dans le cadre de partenariats public-privé. En essayant d’instaurer des taxes et de sortir d’un modèle où l’État-provi-

¹ Le texte qui suit est la retranscription d’une interview accordée par Bertrand Besancenot à la rédaction de *Questions internationales* le 10 novembre 2017. Les propos tenus dans le cadre de cet entretien n’engagent que leur auteur à titre personnel.



Une famille saoudienne à Riyad lors de la célébration de l'anniversaire de la fondation du royaume. Le prince héritier Mohammed ben Salmene s'appuie sur les classes moyennes et populaires pour mener ses réformes.

dence payait tout sans contrepartie, l'Arabie saoudite est en fait entrée dans un processus de normalisation. Néanmoins, dans un pays habitué à un certain laisser-faire, vouloir bouleverser les traditions, les façons de faire, les équilibres familiaux n'est pas sans risque. Les milieux religieux conservateurs, une partie de la famille régnante et les milieux d'affaires sont sceptiques, voire hostiles aux réformes. Tous attendent de voir quelles seront les modalités précises de mise en œuvre du nouveau modèle qui se dessine.

Pour l'heure, MBS tente de convaincre les grandes familles du milieu des affaires de jouer son jeu, de gré ou de force. Pendant des années, et en particulier durant la période faste du roi Abdallah, les grands groupes familiaux ont effectivement bénéficié de contrats à des conditions avantageuses, pour lesquels le pouvoir n'était pas très regardant. Ces contrats ont généré pour les grandes familles gravitant autour des cercles du pouvoir des bénéfices importants qui ont, pour partie, pris le chemin des pays occidentaux ou des paradis fiscaux. MBS envoie donc actuellement aux milieux d'affaires saoudiens

des signaux pour leur faire comprendre que la période faste est révolue, que tout le monde doit se serrer la ceinture et que ces capitaux doivent être rapatriés pour appuyer le développement de la nouvelle économie saoudienne. Face à MBS, les milieux d'affaires saoudiens demeurent pour le moment dans l'expectative. Ils attendent de connaître concrètement les plans du jeune prince héritier pour savoir où ils vont placer leur argent.

Leur réaction se comprend. Fin 2015, le gouvernement saoudien avait déjà gelé d'autorité des projets engagés, pour un montant d'environ 50 milliards d'euros. Cette décision avait alors généré des difficultés pour beaucoup d'entreprises, notamment dans le secteur de la construction.

La pression exercée sur les milieux d'affaires avait pris jusqu'à présent la forme d'un débat à la saoudienne, c'est-à-dire mené de façon extrêmement discrète, confiné aux cercles de pouvoir politique et économique. Cette pression

a récemment changé de nature. Accusés de corruption, des dizaines de princes, milliardaires et ministres ont été arrêtés en novembre 2017 et assignés à résidence dans un grand hôtel de Riyad. Leur libération s'effectue depuis au compte-gouttes, en échange de chèques de plusieurs dizaines voire centaines de millions d'euros. Ces événements ont montré que le prince héritier s'estime dorénavant suffisamment fort pour imposer sa volonté. Reste à savoir si la manière radicale n'aura pas pour effet d'effrayer les milieux d'affaires et de les dissuader d'investir dans l'économie du royaume.

QI – Quelles sont à votre sens les raisons profondes des transformations en cours ?

B. B. – Très clairement, dans l'esprit de MBS, l'Arabie saoudite est un pays qui fait preuve d'un trop grand immobilisme et qui a pris du retard – notamment si on la compare aux Émirats arabes unis qui sont un peu considérés comme la *success story* de la région. Pour le prince héritier, l'emploi des jeunes constitue la priorité des priorités. Le marché du travail doit absorber 300 000 nouveaux venus chaque année, alors que déjà plus du tiers de la jeunesse saoudienne serait au chômage.

Tandis que beaucoup de ces jeunes rêvent d'être employés dans l'administration², la mise à la diète de l'État saoudien ne le permet plus. D'où la volonté de MBS de diversifier l'économie nationale, à la fois en allant plus en aval dans le secteur des hydrocarbures (pétrochimie, etc.) mais également en développant de nouveaux secteurs, que ce soit dans le tourisme, la culture, etc. En faisant de la question de l'emploi des jeunes sa priorité, le prince héritier tente aussi de gagner le soutien de toute sa génération.

Le principal talon d'Achille du royaume reste l'absence de culture du travail dans la population. Le pays compte en effet des élites très bien formées qui ont jusqu'à présent plutôt bien géré le royaume. Rappelons que de tous les grands pays pétroliers de la région, le seul qui se soit développé très rapidement et sans troubles

majeurs est l'Arabie saoudite. Jusqu'à présent, sa gestion, en réaction au contre-modèle iranien, a été prudente. En même temps, en raison d'une jeunesse sans emploi et de la baisse des cours du brut, le pays n'a désormais plus d'autre choix que de sortir d'un certain immobilisme et de jouer clairement la carte de la modernisation et de l'adaptation.

QI – Quelles sont les chances de succès des projets économiques envisagés, en particulier celles du plan Vision 2030 ?

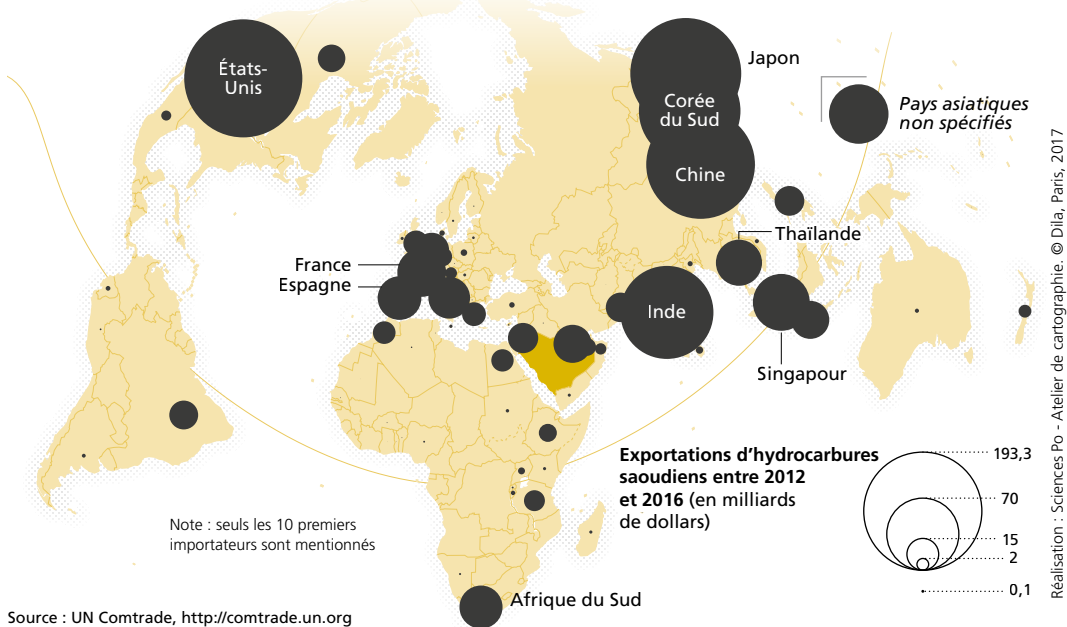
B. B. – De nombreux projets existent actuellement, notamment l'exploitation touristique du littoral de la mer Rouge, où près de 1 800 km de côtes sont pratiquement vierges de toute construction. Dans le même temps, la société saoudienne, qui reste traditionnelle et conservatrice, n'est pas prête à accepter n'importe quoi. Il est illusoire de penser que vont surgir le long de la mer Rouge des Las Vegas, des Dubaï ou des Charm el-Cheikh. Les projets à l'étude tournent plutôt autour d'un modèle de tourisme familial, sportif. Quant au grand projet de ville technologique et futuriste NEOM, il est un moyen de faire rêver les Saoudiens. Ce projet est également une façon de dire ouvertement au monde que l'Arabie saoudite accepte pleinement la globalisation.

Concernant le plan national *Vision 2030* présenté en 2016, je distinguerais plusieurs aspects. D'un point de vue politique tout d'abord, c'est le rôle de tous les gouvernements d'offrir des perspectives d'avenir à leur population. La première réaction de la population saoudienne lors de la chute des cours du brut a été une espèce de fatalisme traditionnel. « Ce n'est pas grave, on a des réserves et Dieu fera remonter le cours du brut. » Il faut donc reconnaître à MBS et à son père le courage d'avoir dit la vérité aux Saoudiens, c'est-à-dire que s'en remettre à Dieu ne suffirait pas à faire repartir à la hausse les cours du brut et qu'il fallait désormais trouver un nouveau modèle économique.

D'un point de vue économique, si personne ne conteste les grands horizons qui ont été tracés dans le plan *Vision 2030*, à savoir adapter le pays aux réalités nouvelles, le véritable débat tourne une fois de plus autour des modalités de sa mise

² NDLR : selon *The Economist* d'avril 2017, les deux tiers des Saoudiens seraient employés par le secteur public.

Hydrocarbures : principaux clients de l'Arabie saoudite (2012-2016)



en œuvre qui demeurent encore floues. Les milieux d'affaires s'interrogent, nous l'avons vu. Certes, la méthode forte récemment employée à leur encontre a pu en impressionner certains qui restent dans l'expectative.

Permettez-moi d'insister, mais la rupture du système de consensus constitue à mes yeux un tournant en Arabie saoudite. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir du roi Salmane et de son fils, existait le sentiment qu'une forme de répartition des pouvoirs prévalait et que le gouvernement prenait l'avis de tous avant de décider. Dans le nouveau système autoritaire, les pouvoirs sont concentrés et des mesures radicales sont prises de façon autoritaire.

Q1 – Quels sont les principaux obstacles auxquels peuvent se heurter les changements portés par MBS ?

B. B. – La résistance des milieux conservateurs religieux existe indéniablement même s'il leur est devenu difficile d'agir ouvertement, puisqu'ils dépendent financièrement du gouvernement. Les religieux gardent une forte emprise sur les esprits, au sein d'une société conservatrice, y compris chez les femmes. La Saoudienne

moyenne reste persuadée que la femme a pour rôle essentiel de procréer et qu'elle doit rester à la maison. Les femmes constituent pourtant 58 % des diplômés de l'université et il existe une proportion croissante de femmes brillantes et progressistes. Mais la population saoudienne, sans réelle conscience politique, est en général largement apathique. Elle est aussi légitimiste.

L'habileté de MBS est de souligner qu'il faut faire payer les riches et que personne n'est à l'abri de la justice. Les discours du prince, sa volonté de lutter contre la corruption, de développer les loisirs et l'emploi plaisent éminemment aux jeunes et aux classes moyennes et renforcent sa légitimité. Les milieux conservateurs ont donc pour le moment compris qu'ils devaient courber l'échine et ils se font discrets. Toutefois, si les réformes économiques n'engendrent pas les résultats escomptés, une réaction et un retour en force des milieux conservateurs ne sont pas à exclure.

Autre frein possible au désir de changement du pouvoir actuel, la bureaucratie. Le royaume détient certes des poches de modernité extraordinaires mais, en même temps, sa bureaucratie reste lourde. Lorsque les décisions sont

→ FOCUS

La peine de mort en Arabie

Si une centaine de pays conservent en 2018 la peine capitale dans leur arsenal judiciaire, une vingtaine seulement d'entre eux l'appliquent effectivement. Parmi eux, l'Arabie saoudite figure dans le haut du classement en nombre d'exécutions. Avec au moins 154 exécutions en 2016, le royaume se situe au troisième rang mondial, derrière la Chine et l'Iran – avec respectivement environ 4 000 et 600 condamnés exécutés en 2015. Alors que le nombre des exécutions diminue dans la plupart des États, l'inverse est observé en Arabie saoudite (26 en 2010, 82 en 2011, 91 en 2014 et 153 en 2015), ce que de nombreuses ONG dénoncent.

Le système judiciaire du royaume repose sur la charia. Les crimes passibles de la peine de mort sont notamment l'homicide, le viol, le vol à main armée, le trafic de drogue, l'apostasie, l'homosexualité et l'adultère. La défense de l'accusé est généralement très sommaire durant le procès et l'assistance d'un avocat très occasionnelle. Les exécutions se font le plus souvent par décapitation au sabre et en public. La lapidation est réservée à l'adultère.

La hausse du nombre de condamnés à mort ces dernières années s'explique toutefois, pour une part croissante, par la condamnation de « terroristes ». Ce terme englobe aussi bien les jihadistes, notamment ceux liés à Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), que des opposants politiques. Ainsi, en janvier 2016, 48 condamnés ont été exécutés en même temps. Parmi eux, le cheikh Nimr al-Nimr, figure respectée des chiites de la région, dont la mort a suscité la colère des chiites et la réprobation de la communauté internationale.

Questions internationales

prises au plus haut niveau, d'excellents gestionnaires qui sortent notamment de Harvard sont chargés de les décliner. Mais, ensuite, la lourdeur de la bureaucratie constitue un obstacle réel à la mise en œuvre des réformes.

QI – Quelles sont les menaces extérieures qui pèsent sur la sécurité de l'Arabie saoudite ?

B. B. – Les Saoudiens craignent par-dessus tout l'hégémonie iranienne dans la région. Il est vrai que Téhéran a profité des mandats des présidents Bush et Obama pour y étendre son influence. Tout le jeu saoudien est aujourd'hui de faire refluer cette influence iranienne. Les

Saoudiens sont conscients que Téhéran, en pleine hubris, est en position de force. Les Iraniens ont gagné la partie en Irak, sauvé le régime de Bachar al-Assad en Syrie, ils poussent leurs pions au Yémen et à Bahreïn. Se sentant menacés de toutes parts, les Saoudiens entendent faire front.

La menace terroriste constitue une autre source importante d'inquiétude à Riyad. Les Saoudiens contribuent à la coalition internationale qui a chassé l'organisation État islamique (Daech) d'une grande part de l'Irak et de la Syrie. Ils se battent également sur leur propre sol contre le terrorisme islamiste, Al-Qaïda en particulier. Ils sont mieux préparés que d'autres pays pour affronter ce défi. Les services de renseignement saoudiens peuvent notamment compter sur un excellent contrôle social de la population. Le royaume a mis en place des centres de réinsertion pour radicaux, un suivi des blogs islamistes extrêmement poussé. De nombreux oulémas sont payés pour suivre de près les sites internet jihadistes et apporter à leur contenu une contradiction sur le terrain de la théologie.

Enfin, troisième source d'incertitude, les Saoudiens s'inquiètent de la pérennité du soutien américain, s'interrogent sur l'avenir du pacte du *Quincy*. Aux yeux de Riyad, George W. Bush a bouleversé les équilibres régionaux en « offrant » l'Irak à l'Iran. Quant à Barack Obama, il s'est discrédité pour n'être pas intervenu en Syrie et avoir conclu sans contrepartie un accord avec les Iraniens. Les Saoudiens ont donc ressenti l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche comme une bénédiction. Le nouveau président américain a d'ailleurs effectué son premier voyage officiel dans le Golfe. Depuis, il a haussé le ton contre l'Iran et contre le Hezbollah. Les Saoudiens ont aussi bien compris que Donald Trump est avant tout un businessman. Pour conserver son appui, ils doivent lui montrer qu'ils sont irréprochables sur le dossier de l'islam radical.

QI – À ce propos, les réformes en cours vous paraissent-elles conduire à une lutte plus affirmée du pays contre le terrorisme islamique ?

B. B. – L'Arabie saoudite a dans le passé soutenu des mouvements radicaux. Cela fait

maintenant plus de dix ans, après les attentats d'Al-Qaïda en Arabie, que les Saoudiens sont devenus des partenaires majeurs des Occidentaux dans la lutte antiterroriste. Pourtant ce n'est pas l'image qu'ils véhiculent. De nombreux pays leur reprochent encore de financer des mosquées et de contribuer à la propagation du radicalisme en Afrique, en Asie ou dans les banlieues européennes. En lançant des réformes tous azimuts, MBS veut donner des gages à ce sujet aux Américains et à leurs alliés.

QI – La situation générale du Moyen-Orient est particulièrement mouvante et grosse de conflits, actuels et virtuels. Quel rôle le pays y joue-t-il et quelle est son influence dans la région ?

B. B. – Vue d'Arabie saoudite, la menace principale, comme je viens de le rappeler, est l'Iran. Pour y faire face, les Saoudiens tentent d'isoler l'Iran dans le monde musulman. Pour ce faire, ils sont avant tout pragmatiques : ils misent sur le mandat de Donald Trump, constituent un front sunnite, effectuent un rapprochement discret mais évident avec Israël, dialoguent avec Moscou... Lors de la visite du roi Salmane à Moscou, ils ont tenté, sans succès, d'appâter Vladimir Poutine en lui faisant miroiter d'importants contrats, dans l'espoir de fissurer l'axe Moscou-Téhéran.

QI – Quid des relations du pays avec la France ?

B. B. – Sous le quinquennat de François Hollande et avec Laurent Fabius au Quai d'Orsay, la France a fait une percée dans le Golfe. La base militaire d'Abou Dhabi existait certes auparavant, mais François Hollande a été le premier chef d'État étranger invité au Conseil de coopération du Golfe. Ont alors été signés des contrats pour un montant de 35 milliards d'euros, dont 7 milliards de matériel militaire. Ce qui représentait un véritable succès, et Laurent Fabius était considéré avec beaucoup de sympathie en Arabie saoudite pour avoir tenu bon sur la question du nucléaire iranien.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, MBS s'est d'abord inquiété que la France montre un certain empressement s'agissant de l'ouverture du marché iranien. Mais, le nouveau président français étant lui-même pragmatique, il existe aussi du côté français une véritable appétence pour les pays du Golfe. Après la phase Sarkozy-Qatar, Hollande-Arabie saoudite, il semblerait que l'heure soit à un rapprochement Macron-Émirats arabes unis. Paris paraît également intéressée au plus haut point par la perspective de voir le *Public Investment Fund*, le grand fonds d'investissement saoudien, placer la moitié de ses avoirs à l'étranger. Un partenariat accru pourrait revêtir un intérêt tant économique que stratégique. ■